



YUKIO OKAMOTO

Président et fondateur d'Okamoto Associates, Inc., ancien conseiller spécial du Premier ministre, Japon

Dominique MOÏSI, conseiller spécial, Ifri

Nous allons passer au Japon avec Okamoto Yukio, anciennement conseiller spécial du Premier ministre japonais et à présent fondateur et président d'Okamoto Associates.

OKAMOTO Yukio, président et fondateur d'Okamoto Associates, Inc., ancien conseiller spécial du Premier ministre, Japon

Tout d'abord, merci beaucoup de l'intérêt porté par ce forum pour les affaires asiatiques. La sécurité et l'avenir de l'Asie sont partie intégrante d'un monde dans lequel l'Europe est un membre essentiel. J'ai beaucoup apprécié l'intervention du Dr Kim car elle a présenté clairement le genre de problème auxquels nous faisons face. L'Asie du Nord-Est, comme l'a dit le Dr Kim, est une zone où quatre des six plus puissantes nations militaires, en termes de nombre de soldats, sont concentrées – la Chine, la Russie, la Corée du Nord et la Corée du Sud – et c'est une zone instable.

Dans les années 1990, nous pensions que l'Asie se dirigeait vers la stabilité avec le Japon à sa tête qui allait construire la cohésion dans la région, mais malheureusement, la force économique du Japon a ralenti, de façon relative. Il y a un très fort courant nationaliste en Chine et en Corée, et au risque de sur-simplifier la situation, on voit l'émergence d'une Asie maritime face à une Asie continentale. L'Asie maritime, c'est le Japon, les Philippines, le Vietnam, l'Indonésie, Singapour, l'Australie et les Etats-Unis, contre les autres pays du continent qui sont de plus en plus attirés vers la Chine.

Il y a deux mois, nous avons vu une grande parade militaire en Chine, spécialement conçue pour célébrer la victoire sur l'impérialisme japonais. M. Xi Jinping se tenait sur le balcon, et à ses côtés on trouvait le président Poutine et le président Park Geun-hye, et les Japonais furent choqués de voir également le secrétaire général des Nations unies, prétendument candidat à l'élection présidentielle en Corée. C'était très symbolique de la fissure qui s'est produite en Asie.

Où se tient l'Inde sur cette question? Nous espérons que l'Inde va jouer un rôle stabilisateur ; coincée entre la problématique mer de Chine du Sud et la région golfe Persique – mer d'Arabie, le rôle de l'Inde est très important pour assurer la liberté de navigation. C'est la raison pour laquelle le Japon a participé à l'exercice naval mené par l'Inde et les Etats-Unis, qui est donc devenu un exercice coopératif entre trois pays.

Je suis ravi que M. Kim ait parlé du sujet des nouvelles lois de sécurité au Japon. M. Abe mérite qu'on le félicite pour avoir amené le Japon dans une situation de normalité, puisque même avec cette nouvelle législation le Japon ne pourra pas posséder le droit de défense collective à part entière tel que d'autres pays, y compris la Corée, l'exercent. L'article 9 de la Constitution est toujours là, empêchant le Japon d'entrer en guerre pour régler des disputes internationales. La nouvelle législation va renforcer la position japonaise et assurer une latitude aux Forces japonaises d'autodéfense pour contribuer davantage à la paix internationale, comme par exemple en s'engageant dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU (PKO).

Par exemple, les Forces japonaises d'autodéfense sont intervenues en Irak, mais leur rôle était limité à l'approvisionnement en eau, puisque les FJA ne peuvent être utilisées que pour les missions humanitaires et pacifiques. Cependant, avec la révision de la loi, les soldats japonais peuvent maintenant aller en Irak et s'engager pour la sécurité des résidents, comme les autres pays, en particulier les pays européens, le font. C'est un grand pas

en avant, mais s'il vous plaît, n'oubliez pas que l'article 9 de la Constitution est toujours là, inchangé, et c'est l'épine dorsale de la politique militaire pacifique du Japon.

KIM Hak-Joon, président, Northeast Asian History Foundation ; président, Asia Journalist Association, République de Corée

Je croyais qu'il avait été amendé.

OKAMOTO Yukio, président et fondateur d'Okamoto Associates, Inc., ancien conseiller spécial du Premier ministre, Japon

Non, l'article 9 reste intact. Ceci étant dit, je veux me concentrer sur la question de la réconciliation du Japon avec ses voisins. En juillet dernier, je suis allé aux Etats-Unis avec la délégation d'une entreprise japonaise, au comité directeur de laquelle je siège, pour présenter des excuses aux prisonniers de guerre américains, car les revendications légales ont été réglées par le Traité de paix de San Francisco, mais elles comportent un élément supplémentaire qui concerne les émotions humanitaires, donc nous y sommes allés, et c'était un moment très touchant. Le Président de l'Association américaine des anciens prisonniers de guerre s'est incliné devant nous, disant que c'était la deuxième fois qu'il s'inclinait face à des Japonais. La première fois, c'était il y a 70 ans, quand il a dû s'incliner pour ne pas se faire abattre, et la deuxième était maintenant, pour exprimer son respect aux Japonais qui ont eu le courage de venir aux Etats-Unis pour présenter leurs excuses. Ça m'a presque mis les larmes aux yeux, et j'ai fortement ressenti que toute excuse doit rencontrer le pardon. Le pardon ne peut être donné que par les victimes, pas par leurs enfants ou leur famille.

Le président a 95 ans, et tant qu'il y a encore des survivants, nous devons vraiment nous rapprocher également de la Chine et de la Corée, donc nous avons engagé des discussions avec les travailleurs chinois qui ont été amenés de force au Japon pendant la guerre, et je pense que nous pourrions établir un accord à l'amiable. Cependant, comme je l'ai dit, le pardon est nécessaire. Mme Merkel a suggéré que le Japon devrait suivre l'exemple de l'Europe, mais pour le Japon, il n'y a pas de France comme il y avait pour l'Allemagne. Je pense que pour le Japon, la France, c'était les Etats-Unis, mais les Etats-Unis ne peuvent pas vraiment amener la Chine et la Corée à la réconciliation.

Il y a encore un point très important en ce qui concerne le Japon, et c'est la question de l'éducation. L'apathie envers le repentir pour la guerre est un fait. Les Japonais sont pleins de remords et bien sûr promettent qu'ils ne le lanceront plus jamais dans ce genre d'atroces activités. Cependant, est-ce que nous apprenons à nos enfants ce que nous avons vraiment fait ? Personnellement, j'ai l'impression que nous sommes à la traîne derrière l'Allemagne. Nous ne sommes pas engagés dans le genre d'éducation que l'Allemagne donne à sa jeunesse. Voilà ce que nous faisons, et nous allons réformer le programme d'histoire pour plus enseigner l'histoire à partir de 1931, quand nous étions engagés dans la guerre de Mandchourie.

Il y a de légers signes d'amélioration des relations avec la Chine, mais pas avec la Corée, et quand la présidente de Corée a déclaré dans son discours principal que la relation entre l'agresseur et la victime ne changerait pas avant 1000 ans, cela revenait presque à dire qu'elle ne pardonnerait pas le Japon avant 1000 ans, auquel cas il n'y a aucun espoir, mais nous devons essayer. Mon opinion personnelle est que le mieux que nous puissions espérer entre le Japon et la Corée, c'est le genre de relation qui existe entre l'Angleterre et l'Ecosse, une légère rivalité, mais même pour arriver à cela entre nos deux pays, il faudra au moins 50 ou 70 ans, voire 100.

Concernant la sécurité de l'Asie du Nord-Est et le règlement des disputes territoriales entre-temps, nous demandons à la Corée d'aller à la Cour internationale de justice, et il est évident que nous représenterons les forces de préservation du statut. J'espère simplement qu'il y aura une petite avancée. A présent, nous sommes à un point bas dans la relation Japon-Corée, mais d'ici un an, ou à court terme, il y a aura un changement pour un meilleur environnement.